

TRANSFORMATION AGRICOLE : IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET FREINS STRUCTURELS



MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB
ingénieure agronome et
docteure en sciences
politiques, Iddri

L'étude du secteur agricole chinois, qui relie milieux ruraux et milieux urbains au travers de l'alimentation, apporte un éclairage particulièrement intéressant sur la manière dont sont mises en œuvre les politiques de protection de l'environnement. Elle montre aussi la façon dont celles-ci peuvent entrer en conflit avec des logiques de pouvoir et des chemins de dépendance créés par la mise en œuvre de politiques passées.

La Chine se retrouve aujourd'hui confrontée à des enjeux croissants en matière de sécurité alimentaire. Face à la diminution et à la dégradation accélérées des terres arables et des ressources en eau, produire sur le territoire chinois pour satisfaire les besoins alimentaires de la population se révèle de plus en plus complexe, d'autant plus que, parallèlement à cette dégradation des ressources de production, les habitudes alimentaires évoluent rapidement. La classe moyenne urbaine croissante modifie ses habitudes, consomme plus et différemment, ce qui stimule la consommation nationale d'huiles alimentaires et de produits à base de protéines animales et entraîne une augmentation de la demande de produits intensifs en terres, tels que les oléagineux et les produits d'alimentation animale comme le soja et le maïs. La balance commerciale agricole chinoise, devenue négative en 2004, ne cesse depuis de se dégrader.

Sécurité alimentaire et réduction des inégalités

Le gouvernement s'est depuis le début des années 2000 activement consacré à développer des directives politiques de développement rural, associées à un système de soutien économique à la production et au stockage de produits agricoles. Il entend à la fois répondre à cet enjeu de sécurité alimentaire et réduire les inégalités économiques entre ruraux et urbains. Car le revenu moyen par habitant en milieu rural était, en 2012, trois fois inférieur au revenu moyen par habitant en milieu urbain.

Privilégier la production domestique

Dans le contexte actuel d'économie mondialisée, où l'excédent commercial chinois se compte en centaines de milliards de dollars, et où des pays tels que le Japon ou le Royaume-Uni importent près de 60 % de leur alimentation, on pourrait penser valide une stratégie chinoise se reposant sur les importations agroalimentaires. Pourtant, les directives politiques, formelles, continuent de privilégier le pilier de l'approvisionnement domestique. Cela tient à des raisons historiques et culturelles, la

REPÈRES

La Chine, qui a réussi remarquablement à sortir une grande partie de sa population de la pauvreté et de la faim, doit aujourd'hui nourrir près de 20 % de la population mondiale avec seulement 7 % des terres arables mondiales, et avec des ressources en eau également faibles et mal réparties sur son territoire, tout en maintenant des prix acceptables pour une population qui consacre encore une part importante de son budget à l'alimentation.



© gornostaj

dernière famine datant de 1958-1961 et ayant causé la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes. Les raisons sont aussi démographiques : si la demande alimentaire de plus d'un milliard de Chinois en venait à s'appuyer sur les marchés mondiaux, le risque de déstabiliser ces derniers serait important. En effet, si la Chine importait 10 % de sa consommation actuelle de céréales, les volumes importés représenteraient pas moins de 20 % des importations mondiales. Enfin, des raisons stratégiques motivent également ce choix, qui visent à protéger le pays de la volatilité des cours mondiaux sur les produits d'alimentation de base, volatilité susceptible de provoquer des troubles sociaux majeurs comme lors de la crise alimentaire de 2007-2008. Ainsi, l'objectif d'augmentation de la production agricole se retrouve en tant que composante majeure de l'ensemble des directives gouvernementales liées à la modernisation agricole. Cet objectif concerne en premier lieu les céréales, mais également d'autres denrées.

Les enjeux croissants en matière de santé et d'environnement

L'une des conséquences de cet objectif d'agriculture productiviste fut l'encouragement des agriculteurs à recourir massivement aux pesticides et aux fertilisants. Les taux moyens d'utilisation d'intrants par les agriculteurs chinois sont aujourd'hui parmi les plus élevés

“La Chine manque d'eau pour répondre à la demande de sa population”

au monde, ce qui conduit à des taux élevés de pollution aux nitrates. Cette situation est aggravée par le développement d'élevages hors-sol de grande taille.

Un niveau de pollution inquiétant

Les fertilisants chimiques répandus en excès sont lessivés par les pluies et contaminent les cours d'eau et les nappes phréatiques. Dans une situation où la Chine manque d'eau pour répondre à la demande de sa population, la pollution d'origine agricole est devenue inquiétante. Les pratiques agricoles peuvent par ailleurs avoir des effets sur la production agricole elle-même, car certaines dégradent les sols et l'eau, alors même que la qualité de ces ressources est essentielle pour assurer le maintien des niveaux de production agricole sur le moyen et long terme – comme la surconsommation de nitrates, susceptible de mener à une acidification des sols affectant leur fertilité.

Par ailleurs, la surconsommation de fertilisants et de pesticides par les agriculteurs chinois mène à d'importants problèmes de résidus sur les produits consommés par la population. Les médias chinois tirent régulièrement la sonnette d'alarme. En 2014, une étude sur les résidus de pesticides dans les fruits et légumes par l'Aqsq (Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine) dans 23 grandes villes chinoises a montré un taux de →

→ certification compris entre seulement 47 % et 72 %. Enfin, on constate une pollution préoccupante par des éléments toxiques tels que le cadmium, le nickel, l'arsenic. On a ainsi mesuré en 2013 des concentrations excessives de cadmium dans le riz produit au Hunan.

Économiser l'eau et les intrants agricoles

À l'aube du XXI^e siècle, confrontées aux enjeux croissants en matière de sécurité alimentaire, de stabilité sociale et de croissance économique, les institutions centrales du gouvernement ont progressivement commencé à encourager les officiels locaux à réinvestir les activités de production agricole. Parmi les directives politiques centrales, aux côtés des objectifs productivistes, un certain nombre de directives concernaient la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité des produits alimentaires, et ce dès 2004. Le plan de développement durable 2015-2030 pour l'agriculture prévoit notamment des mesures de réduction de la consommation de l'eau par le secteur agricole, ainsi qu'un plafonnement de l'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires.

Surconsommation d'engrais

Selon les statistiques publiées par la Banque mondiale, la consommation d'engrais en Chine était de 506 kg/ha/an en 2015 (moyenne mondiale : 138 ; Union européenne : 157 ; États-Unis : 137). Une étude chinoise conduite en 2009 estimait qu'une utilisation plus efficiente des nitrates permettrait de réduire les taux d'application de 30 % à 60 %.

Le rôle clé accordé aux entreprises « à tête de dragon »

Pourtant, ces directives politiques semblent dans leur ensemble avoir été moins reprises au niveau local. Des enquêtes de terrain menées dans le cadre d'une thèse montrent que l'évolution des priorités établies par le gouvernement central aboutit effectivement à un réinvestissement des officiels locaux dans les activités de production agricole, mais que ces modalités de réinvestissement de ces activités créent des blocages – ou des chemins de dépendance – qui restreignent les possibilités pour la Chine de se diriger vers une agriculture environnementalement et socialement plus durable. L'un des éléments déterminants est que les officiels des gouvernements locaux s'appuient préférentiellement sur des entreprises de transformation agroalimentaire basées en milieu rural, considérées comme les plus aptes à conduire « rapidement » la modernisation agricole. Parallèlement à l'acquisition par ces dernières d'un rôle central dans le processus, les petits agriculteurs ont été du même coup fortement marginalisés, bien qu'ils constituent la quasi-totalité de la main-d'œuvre agricole et possèdent donc un contrôle sur les pratiques de production.



La marginalisation des petits agriculteurs

Le statut social des *nongmin* (农民) (petits agriculteurs, paysans et habitants ruraux), en dépit des migrations rurales et de l'évolution des conditions de vie de ces derniers, reste fortement inscrit dans les institutions et dans les esprits – notamment au travers de la popularisation de la notion de *suzhi*. Qu'ils soient eux-mêmes *nongmin* ou non, les individus maintiennent une frontière sociale claire entre cette catégorie particulière de la population et le reste des habitants, notamment



© YuanGeng



© Sutipond Stock

“Les directives politiques environnementales semblent dans leur ensemble avoir été moins reprises au niveau local”

en raison de la persistance de facteurs culturels et institutionnels comme le système de propriété foncière ou le système d'identification officiel ou *hukou*. La stratégie généralement adoptée par les *nongmin* pour échapper à cette condition sociale reste la migration.

Des freins à l'évolution des pratiques

Ainsi, bien que les entreprises de transformation agroalimentaire conduisent des formations auprès des agriculteurs ou des ouvriers agricoles et contractualisent avec ces derniers, dans le but d'améliorer les pratiques afin de les rendre plus aptes à protéger l'environnement et à assurer la sûreté sanitaire des produits alimentaires, le fait que les petits agriculteurs restent marginalisés dans le processus de modernisation agricole restreint les possibilités d'une réelle évolution des pratiques pour trois raisons principales. D'abord, la contractualisation ou l'emploi d'ouvriers agricoles par les entreprises rurales ne modifie en rien les intérêts de cette main-d'œuvre, qui reste généralement rémunérée selon le poids et l'apparence de la récolte – critères maximisés par l'utilisation d'importants volumes de pesticides et de fertilisants, dont les modifications sont considérées comme risquées par l'agriculteur, inapte à accepter ce risque financier. Par ailleurs, les entreprises rurales perpétuent généralement des formations de type *top-down*, qui contribuent à renforcer les frontières sociales entre managers et ouvriers agricoles, ce qui complique les échanges dans un sens (il est très difficile pour un petit agriculteur de faire progresser sa condition sociale en restant dans les campagnes) comme dans l'autre (les conseils apportés par les managers d'entreprises sont généralement peu considérés par les agriculteurs). Les agriculteurs restent confinés dans leur statut social sans réelle possibilité d'évolution au sein de l'entreprise qui les emploie ou avec laquelle ils contractualisent. Enfin, la contractualisation avec les producteurs agricoles, qui ne met pas ceux-ci en lien avec les clients consommateurs, ne permet pas d'impliquer réellement les petits agriculteurs dans les problématiques de sécurité sanitaire des produits, qui restent propres aux entreprises agroalimentaires et de distribution qui, elles, reçoivent une demande forte de leurs clients. ×

Une discrimination selon l'éducation et la profession

La notion de *suzhi* est un concept qui a été récemment repris en Chine. On parlera de 素质, « qualité », ou « qualité humaine » : ainsi, 低素质, *disuzhi*, désignera des personnes de « basse qualité », sur des critères liés par exemple au niveau d'éducation.

✚ Références disponibles sur le site internet : <https://www.lajauneetlarouge.com/>